

Stratégie d'éducation pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

De l'école à l'emploi : la trajectoire pour la jeunesse d'Afrique de l'Ouest et centrale

Cette Stratégie régionale d'éducation détaille le plan de la Banque mondiale (2022-2025) pour soutenir l'éducation dans les pays d'AOC. Fondée sur des données factuelles, des retours d'expérience et des consultations avec diverses parties prenantes à l'échelle mondiale et régionale, elle décrit les principaux défis et présente les priorités stratégiques, les options politiques et les interventions à haut niveau d'impact pour accroître l'accès à l'éducation, en améliorer la qualité, et doter les jeunes de compétences adéquates pour le marché du travail. La stratégie présente plusieurs caractéristiques uniques par rapport à l'engagement habituel de la Banque mondiale. En effet, l'éducation pouvant produire un dividende démographique, la stratégie se concentre sur le renforcement des systèmes éducatifs, sur l'identification des défis et des nouvelles interventions susceptibles de surmonter les obstacles à l'amélioration des résultats de l'éducation dans des contextes de fragilité, de conflit et de violence, et sur l'utilisation des technologies et des innovations de pointe pour accélérer les progrès.

La vision de la stratégie

Toutes les filles et tous les garçons dans la région AOC arrivent à l'école prêts à apprendre, acquièrent une éducation de qualité, et entrent sur le marché du travail avec les bonnes compétences qui feront d'eux des citoyens productifs et épanouis.



PHOTO PAR: © DOMINIC CHAVEZ/WORLD BANK

Contexte régional

La région a réalisé des progrès rapides en matière d'élargissement de l'accès à l'éducation, mais reste à la traîne par rapport aux autres régions du monde. En moyenne, seuls 31 pourcent des enfants de la région bénéficient des programmes d'éducation de la petite enfance. Les enfants ne vont pas tous à l'école primaire et les taux de scolarisation dans le secondaire sont nettement inférieurs à ceux des autres régions. Avec 20 pourcent des enfants en âge d'être scolarisés qui ne vont pas à l'école, la région AOC compte le plus grand nombre d'enfants non scolarisés au monde. La couverture insuffisante de l'enseignement dans le passé explique la présence d'un grand nombre d'adultes peu instruits au sein de la population active dans toute la région.



PHOTO PAR: © VINCENT TREMEAU/WORLD BANK

Fait plus inquiétant que la faiblesse de la couverture, le niveau d'apprentissage à travers la région est faible. Selon les estimations, 80 pourcent des enfants âgés de 10 ans dans la région AOC souffrent de pauvreté des apprentissages, c'est-à-dire d'une incapacité à lire et à comprendre un texte simple.

En ce qui concerne l'enseignement post-fondamental, la région est confrontée à des écarts chroniques en termes de niveaux d'instruction et de participation à la vie active, en particulier chez les jeunes femmes ; le taux de chômage des jeunes est élevé, même chez ceux qui sont instruits et formés. En moyenne, moins de 4 pourcent des élèves du secondaire sont inscrits dans l'enseignement technique et formation professionnelle (ETFP) formel ; et le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur s'établit à seulement 11 pourcent en moyenne, ce qui est bien inférieur aux moyennes de 54 pourcent de l'Amérique latine et des Caraïbes, et de 74 pourcent de la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Même avec cette faible couverture, la proportion de jeunes instruits (âgés de 15 à 24 ans) qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation est importante dans certains pays d'AOC.

Le secteur de l'éducation est sous-financé dans la plupart des pays de la région. Seuls six pays de la région AOC consacrent au moins 4 pourcent de leur produit intérieur brut (PIB) à l'éducation, soit la limite inférieure de la fourchette de 4 à 6 pourcent du PIB qui caractérise les pays dotés de systèmes éducatifs performants. Les pays les moins bien dotés en ressources ont dépensé en moyenne seulement 2,3 pourcent du PIB pour l'éducation en 2017-2018.

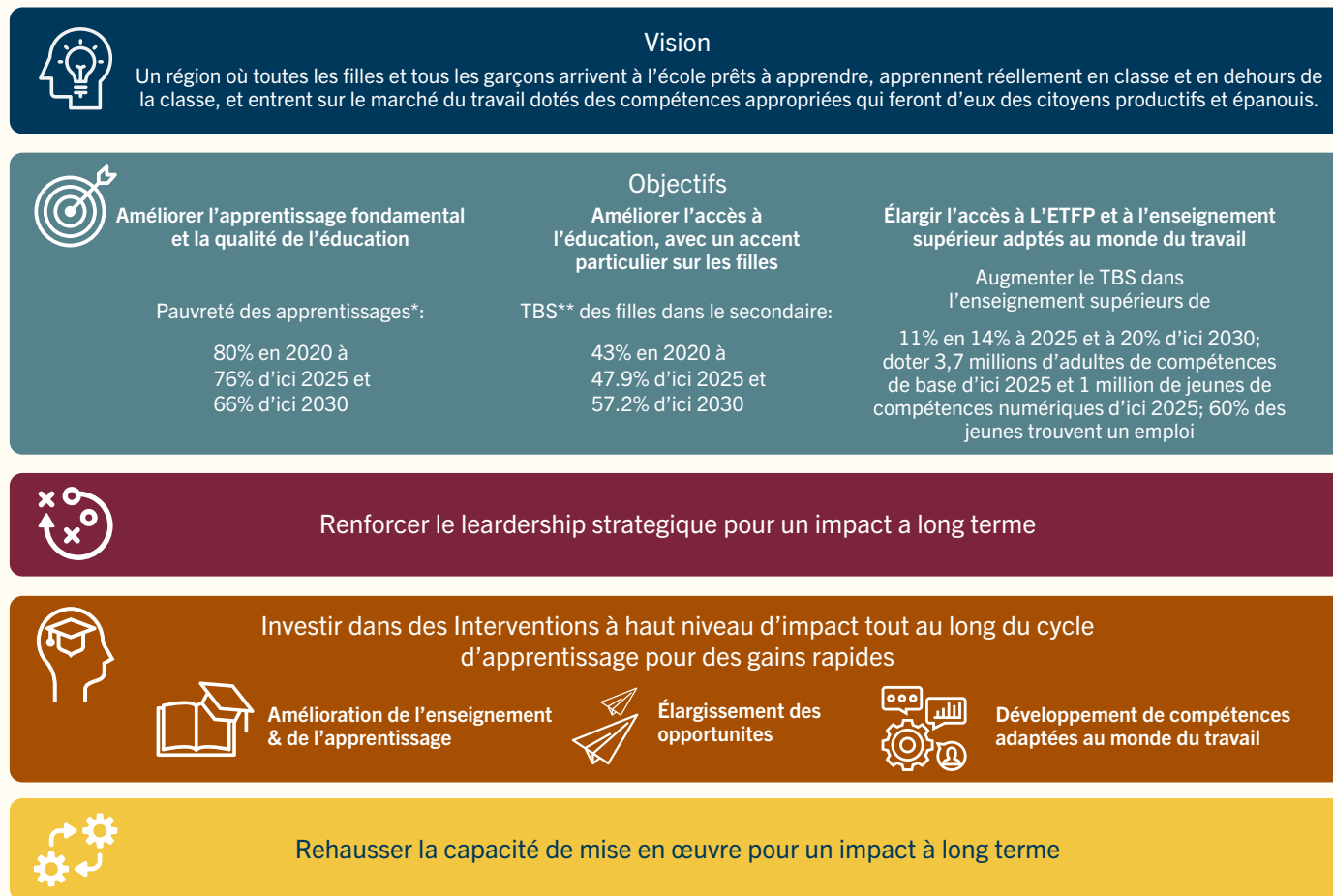
La pandémie de COVID-19 a exacerbé bon nombre des problèmes chroniques des systèmes éducatifs de la région AOC, mettant en péril les progrès durement acquis à ce jour. Au pic de la pandémie, 101 millions d'apprenants n'ont pas pu assister aux cours en présentiel et la plupart n'ont pas pu apprendre en ligne en raison du manque d'accès et des problèmes de connectivité à l'Internet.

Si ces indicateurs clés dressent un tableau sombre de la région, de nombreuses initiatives régionales et nationales intéressantes sont en mises en œuvre en réponse aux défis liés au COVID-19. La stratégie régionale en matière d'éducation prend en considération les meilleures pratiques internationales, en s'appuyant sur les modèles de systèmes éducatifs souvent cités, à l'instar de ceux de Singapour, de Finlande ou du Vietnam. Toutefois, elle fait également référence aux expériences propres à la région. La stratégie vise ainsi à inspirer et à informer la mise à l'échelle d'interventions prometteuses et de bonnes pratiques dans une plus grande partie de la région.

L'impératif économique et social

Investir dans l'éducation dans la région AOC produira des rendements substantiels tant sur le plan individuel que collectif. Un plus grand nombre d'année de scolarité et une meilleure qualité de l'éducation sont associés à de meilleurs emplois formels et à des revenus plus élevés. Investir dans l'éducation permettrait de réduire la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée. Une augmentation du taux brut de scolarisation au primaire de 50 à 100 pourcent entrainerait une augmentation de 8 points de pourcentage de la part des revenus des ménages du décile le plus pauvre. L'éducation permettrait également d'améliorer la survie des enfants et les résultats en matière de santé, de réduire les taux de mariage d'enfants et de grossesse précoce, et de renforcer le capital social en vue stabiliser la région ou le tissu social est fragilisé.

Figure 1. Cadre de la Stratégie de l'éducation de la région AOC



* La pauvreté d'apprentissage signifie être incapable de lire et de comprendre un texte simple à 10 ans; **TBS = Taux brut de scolarisation.

Sept mégatendances régionales affectant les résultats en matière d'éducation

La Stratégie régionale d'éducation, en identifiant les domaines et les interventions prioritaires, reconnaît sept mégatendances qui caractérisent le contexte socioéconomique de la région et qui exercent une forte influence sur les résultats de l'éducation. Ces mégatendances sont les suivantes :: a) une pauvreté généralisée et une faible croissance économique ; b) une croissance démographique rapide, de l'ordre de 3 pourcent par an en moyenne ; c) une forte dépendance à l'égard des ressources non renouvelables pour stimuler la croissance économique ; d) une rupture du contrat social et une recrudescence des conflits violents ; e) un nombre élevé de personnes déplacées internes et de réfugiés ; f) le changement climatique et ses diverses répercussions sur les moyens de subsistance et l'éducation ; g) la révolution de la technologie numérique qui crée des opportunités ainsi

que de nouveaux défis. La prise en compte de ces mégatendances est essentielle lors du diagnostic des besoins spécifiques des pays et de l'élaboration de solutions.

Objectifs prioritaires au cours du cycle d'apprentissage

La Stratégie régionale d'éducation se concentre sur trois objectifs prioritaires :

- **Objectif 1 : Réduire la pauvreté des apprentissages (incapacité à lire et à comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans) de 80 pourcent en 2020 à 75 pourcent en 2025 et à 66 pourcent en 2030.** La réalisation de cet objectif permettrait d'ajouter 11,1 millions d'enfants alphabétisés d'ici 2025 et de 29,7 millions d'ici 2030.
- **Objectif 2 : Augmenter le taux brut de scolarisation des filles au secondaire de 43 pourcent en 2020 à 47,9**



PHOTO PAR: © DOMINIC CHAVEZ/WORLD BANK

pourcent en 2025 et à 57,2 pourcent en 2030. La réalisation de cet objectif permettrait de scolariser 4,6 millions de filles supplémentaires dans le secondaire d'ici 2025 et de 12,5 millions d'ici 2030.

- **Objectif 3 : *Élargir l'accès à une formation professionnelle pertinente par de multiples canaux formels et informels en augmentant le taux brut de scolarisation à l'enseignement supérieur de 11 pourcent en 2020 à 14 pourcent d'ici 2025 et à 20 pourcent d'ici 2030 (soit 3 millions de jeunes de plus d'ici à 2025 et 8 millions de plus d'ici à 2030) ; étendre la formation aux compétences de base à 3,7 millions d'adultes additionnels d'ici 2025 ; et étendre la formation aux compétences numériques à 1 million de jeunes additionnels d'ici 2025. La réalisation de cet objectif permettrait à 60 pourcent des adultes d'obtenir de meilleurs emplois.***

La Stratégie porte sur trois domaines: renforcer le leadership stratégique pour un impact à long terme ; investir dans des interventions à haut niveau d'impact tout au long du cycle d'apprentissage pour des gains rapides ; et améliorer la capacité de mise en œuvre pour un impact à long terme. En outre, la stratégie met en évidence certaines priorités transversales font également partie intégrante de la Stratégie. (figure AS.1).

Renforcer le leadership stratégique pour un impact à long terme

- *Le leadership stratégique des hauts décideurs politiques porte sur trois interventions au moins :*
- ***Galvaniser l'engagement commun en faveur des objectifs prioritaires de l'éducation.*** Les outils familiers pour y parvenir comprennent le cadrage adéquat des problématiques et des données en appui à des messages clairs, des dialogues et des réseautages pour créer des alliances pour la réforme, création des situations « gagnant-gagnant » par des négociations et des arrangements pour faire avancer les objectifs nationaux prioritaires. Le dialogue et le réseautage revêtent une importance particulière lorsque les normes sociales, les préférences religieuses ou les questions culturelles constituent des obstacles majeurs au changement.
- ***Promouvoir une bonne gouvernance du système éducatif, ce qui implique l'adoption d'une approche à l'échelle de l'ensemble du gouvernement, pour favoriser et stimuler la cohérence, la coopération et la coordination entre les silos organisationnels.*** L'élaboration de stratégies

nationales d'éducation dans le contexte des plans de développement globaux peut signaler un engagement politique et mettre en cohérence les efforts de plusieurs organismes. Dans l'enseignement primaire et secondaire, la bonne gouvernance des établissements scolaires requiert un juste équilibre entre redevabilité et autonomie. Dans l'ETFP et l'enseignement supérieur, la bonne gouvernance commence par la mise en place du cadre juridique et réglementaire nécessaire pour définir la redevabilité et l'autonomie des prestataires de services.

- **Assurer un financement adéquat et une utilisation efficace des ressources.** Les gouvernements de la région AOC doivent prioriser leurs dépenses afin de réduire au minimum, voire d'inverser, les récentes pertes d'apprentissage dues à la pandémie, tout en mobilisant des fonds supplémentaires pour l'éducation. Des budgets plus serrés signifient que les pays d'AOC doivent améliorer la qualité des dépenses publiques en matière d'éducation en réduisant les gaspillages et les fuites, en accordant la priorité au financement d'un enseignement et un apprentissage efficaces, et en garantissant une allocation équitable des ressources.

Investir dans des interventions à haut niveau d'impact tout au long du cycle d'apprentissage

- La Stratégie régionale d'éducation organise les interventions à haut niveau d'impact autour de trois piliers : (1) amélioration de l'enseignement et de l'apprentissage ; (2) élargissement des opportunités d'apprentissage ; et (3) développement de compétences en adéquation avec le monde du travail.

Pilier 1 : Amélioration de l'enseignement et l'apprentissage

Pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage, la stratégie se concentre sur trois interventions:

- **Transformer le personnel enseignant.** Pour soutenir l'objectif à long terme consistant à rehausser le statut social des enseignants, la stratégie propose plusieurs actions importantes à court terme visant à réorienter la profession autour de l'apprentissage (et non plus seulement à l'enseignement). Premièrement, les pays d'AOC doivent prendre



PHOTO PAR: © ARNE HOEL/WORLD BANK

des mesures concrètes pour améliorer la qualité de la formation des nouveaux enseignants en intégrant une formation en salle de classe authentique dans les cours proposés par les établissements de formation des enseignants. Deuxièmement, les pays d'AOC devraient s'efforcer d'attirer les femmes dans l'enseignement, étant donné que la présence d'enseignants de sexe féminin a permis par le passé d'améliorer la performance des filles en lecture et en mathématiques sans pour autant nuire à celle des garçons. Troisièmement, les pays d'AOC devraient appliquer les bonnes pratiques de gestion des ressources humaines dans la gestion du personnel enseignant. Ces pratiques, qui sont essentielles pour lutter contre la crise de l'apprentissage, comprennent le recrutement méritocratique des enseignants, la création de parcours de carrière, la clarification des rémunérations et des contrats, la réglementation du déploiement des enseignants, en particulier dans les zones défavorisées ; et la définition des attentes en matière de comportement professionnel.

- **Renforcer la préparation des enfants à l'apprentissage.** Les efforts visant à préparer les enfants à l'apprentissage scolaire doivent commencer tôt en mettant l'accent sur la santé et la nutrition des enfants, la stimulation précoce et la protection des nouveau-nés contre le stress au cours des 1 000 premiers jours de leur vie. L'élaboration d'une

progression bien intégrée nécessite une collaboration intersectorielle et l'implication de divers acteurs non étatiques, notamment les centres communautaires d'éducation de la petite enfance, les organisations confessionnelles, les écoles préprimaires privées et publiques, les structures de garde d'enfants, et les espaces d'apprentissage sûrs dans les zones de conflit. Tant pour les 1 000 premiers jours qu'au-delà, il est essentiel d'impliquer les parents et les communautés pour qu'un programme soit efficace, comme l'ont montré des programmes tels que Read@Home.

- **Renforcer les politiques des sous-secteurs critiques pour un enseignement et un apprentissage efficaces.** Les pays d'AOC doivent fournir un paquet minimum de ressources d'enseignement et d'apprentissage de qualité à tous les établissements scolaires, et encourager les innovations pédagogiques au niveau des écoles. En outre, il est essentiel d'enseigner les enfants au bon niveau, et de commencer l'enseignement dans une langue qu'ils peuvent comprendre si l'on veut réduire la pauvreté des apprentissages. La consolidation et la simplification du programme scolaire officiel est l'un des moyens d'y parvenir. Il est également primordial de promouvoir une culture d'évaluation régulière des élèves de façon à ce que les enseignants, les chefs d'établissement et les responsables pédagogiques puissent suivre de près les résultats d'apprentissage.

Les interventions ci-dessus nécessitent généralement une *cohérence pédagogique* pour stimuler l'apprentissage des élèves. Connu sous le nom de pédagogie structurée, la cohérence pédagogique est l'alignement des éléments clés tels que formation/encadrement continu des enseignants, plans de cours structurés, supports d'apprentissage, et l'évaluation formative.

Pilier 2 : Elargissement des opportunités d'apprentissage

- Pour élargir les possibilités d'apprentissage des enfants de la région, nécessite des actions permettant de réduire les contraintes liées à la demande et à l'offre en matière d'éducation de base et secondaire, en portant une attention particulière aux filles. L'élargissement des possibilités d'accès à l'éducation, en particulier pour les filles au niveau secondaire, est essentiel pour catalyser un dividende démographique.

Du côté de la demande, la stratégie met en évidence trois interventions :



PHOTO PAR: © DOMINIC CHAVEZ/WORLD BANK

- **Réduire le coût direct de la scolarité pour encourager davantage d'enfants à s'inscrire à l'école, en particulier ceux issus de familles pauvres.** Selon les données factuelles, la suppression des frais de scolarité entraîne une augmentation des taux de scolarisation aux niveaux primaire et secondaire, et présente d'autres avantages, notamment la *réduction des taux de grossesse et de mariage des adolescentes*, la croissance de l'emploi et l'inclusion financière. Les bourses d'études, les transferts monétaires et les aides en nature (uniformes et repas gratuits à l'école, par exemple) peuvent tous contribuer à réduire le coût direct de l'éducation.
- **Tenir les parents et les apprenants informés.** S'assurer que les parents et les apprenants sont conscients de la qualité des établissements scolaires dans leurs localités, des sources de financement pour l'éducation et du fait que l'éducation est associée à des revenus plus élevés peut également encourager une plus grande scolarisation.
- **Changer les normes socioculturelles qui découragent la scolarisation, en particulier des filles.** Cette intervention est une mesure essentielle à moyen terme pour élargir les opportunités d'apprentissage. Le changement des normes commence par un plaidoyer et une collaboration avec la communauté, les chefs traditionnels et les autres parties prenantes. Il implique également des campagnes de communication, qui peuvent s'appuyer sur l'éclairage apporté par les sciences du comportement, pour modifier les normes qui découragent la scolarisation.

Du côté de l'offre, la stratégie met en évidence quatre interventions :



PHOTO PAR: © 2021 CATHERINELPROD/SHUTTERSTOCK

- **Implanter les nouvelles écoles dans les localités qui en ont le plus besoin et réhabiliter les écoles qui ne répondent pas aux normes pour accroître le nombre d'écoles disponibles et les rendre plus accessibles et plus attrayantes.**

Des outils géo-référencés peuvent aider à optimiser l'emplacement des écoles. peut être optimisée en mettant à profit les outils géoréférencés. L'amélioration des itinéraires et des options de déplacement (par exemple en ajoutant des pistes cyclables) pourrait renforcer l'accessibilité des écoles. Pour encourager la fréquentation scolaire, les pays d'AOC devraient réhabiliter les infrastructures délabrées, fournir de l'eau potable, construire des toilettes séparées et fonctionnelles pour les garçons et les filles, et créer des installations sanitaires adéquates tenant compte de la dimension genre. La fourniture d'électricité et l'accès à l'internet dans les établissements scolaires devraient également être une priorité, notamment par le biais de modèles de prestation de services innovants susceptibles d'améliorer la durabilité.

- **Encourager les prestataires privés et non étatiques de services éducatifs de bonne qualité pour alléger les contraintes liées à l'offre au niveau des écoles publiques.**

Pour cette intervention, les gouvernements doivent mettre en place de solides mécanismes d'assurance qualité, étant donné que nombreux prestataires ne respectent pas les normes minimales requises dans la prestation de services éducatifs. D'autres options importantes pour élargir la disponibilité d'établissements scolaires comprennent l'implication des organisations non gouvernementales

à travers les écoles communautaires et l'intégration des écoles coraniques dans le système national ; les gouvernements pourraient reconnaître et réglementer ces écoles et pourraient même envisager de les soutenir sous réserve de satisfaire à des critères de performance, constituent des moyens importants permettant d'élargir.

- **Garantir un environnement d'apprentissage sûr et inclusif pour augmenter les taux de fréquentation.**

Les gouvernements doivent créer des bases de données pour enregistrer les attaques contre les écoles, mettre en place des systèmes d'alerte précoce, et élaborer des plans de sécurité complets intégrant la protection physique. Les gouvernements doivent également signer et mettre en œuvre la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, et établir des lieux d'enseignement de secours lorsque l'environnement des écoles ordinaires devient trop dangereux. En outre, les gouvernements doivent faire de l'éducation un outil de prévention de la violence en milieu scolaire et développer des approches détaillées pour la sécurité des écoles.

- **S'assurer que les groupes vulnérables confrontés à des défis systémiques puissent avoir accès à l'éducation.**

Cette intervention met l'accent sur les mesures visant à inclure les enfants en situation de handicap et à intégrer les réfugiés dans le système éducatif. Les programmes d'éducation accélérée, le soutien psychosocial et la formation sur l'inclusion des réfugiés figurent parmi options politiques.

Pilier 3 : Développement de compétences en adéquation au monde du travail

La Stratégie définit quatre interventions complémentaires à haut niveau d'impact pour renforcer l'écosystème du développement des compétences dans la région.

■ **Renforcer la gouvernance des prestataires de services de formation.** En premier lieu, il faut mener une réforme des modèles de programmes d'apprentis traditionnels, en introduisant notamment des formations en salle de classe, pour contribuer à l'amélioration de la productivité des travailleurs du secteur informel et permettre à certains d'entre eux d'intégrer le secteur formel. En deuxième lieu, il est nécessaire de faire la promotion et d'institutionnaliser le rôle des employeurs du secteur formel en tant que fournisseurs de compétences (pour les jeunes ayant besoin de formation et la main-d'œuvre actuelle de l'employeur). En troisième lieu, les gouvernements des pays d'AOC doivent mettre en place des cadres de certification simples mais inclusifs pour clarifier les parcours d'apprentissage et assurer un contrôle qualité adéquat de tous les prestataires de formation.

■ **Démanteler les obstacles à l'acquisition de compétences.** Les mesures clés consistent à diversifier les options d'acquisition de compétences et à réduire les coûts de formation. Les programmes de rattrapage, les formations intensives et les programmes de deuxième chance (y compris l'alphabétisation des adultes) sont parmi les moyens qui permettent d'aider davantage de personnes, en particulier les pauvres, à accéder à une formation en adéquation avec les besoins du marché. De même, les gouvernements des pays d'AOC peuvent tirer parti des nouveaux moyens d'accroître l'accès à des parcours d'acquisition de compétences flexibles, peu coûteux et de qualité (par exemple, l'apprentissage en ligne) et cibler l'appui financier pour les étudiants en fonction du mérite et des besoins.

■ **Gérer la qualité et la pertinence des programmes d'ETFP et d'enseignement supérieur.** Premièrement, les prestataires de services et les employeurs gagneraient respectivement à raffermir les liens entre eux. Il est particulièrement important d'impliquer les principaux employeurs du marché, notamment dans l'élaboration et la prestation de programmes car ils apportent avec eux des normes de qualité et ont une influence sur l'ensemble de leur



PHOTO PAR: © 2020 RICHARD JUILLIART/SHUTTERSTOCK

secteur. Deuxièmement, il est crucial d'élargir l'accès aux technologies numériques pour la modernisation de l'ETFP et de l'enseignement supérieur afin d'assurer qualité et pertinence. Pour faciliter cette transformation, il faudra investir davantage dans le matériel et le renforcement des capacités. Troisièmement, investir dans la recherche et le développement ciblés en capitalisant sur les approches régionales.

■ **Promouvoir une prestation de services viables et pérennes dans l'ETFP et l'enseignement supérieur.** Il est essentiel de mobiliser et de diversifier les sources de financement afin de garantir la disponibilité des ressources nécessaires pour l'ETFP (surtout au niveau supérieur) et l'enseignement supérieur. Parmi les options à cette fin figurent l'affectation de flux de revenus spéciaux, les fonds de formation et de développement de compétences financés et gérés par les employeurs, et le fait de donner un plus grand rôle aux prestataires de services non étatiques. De plus, des mesures au niveau des établissements d'enseignement peuvent contribuer à améliorer la viabilité et la pérennité de la prestation de services dans l'ETFP et l'enseignement supérieur publics. Il s'agit notamment d'accorder aux établissements le droit de générer leurs propres revenus en menant des activités génératrices de revenus, en sollicitant des dons philanthropiques et en proposant des cours de perfectionnement et de formation continue payants pour les cadres; de promouvoir une prestation de services plus efficace, par exemple par l'utilisation d'instruments de financement basés sur les performances; et de participer à des programmes régionaux dans le domaine de l'ETFP ou de l'enseignement supérieur (partage de ressources).

Composer avec les défis transversaux pour reconstruire l'éducation pour la résilience et l'impact

Dans le monde en mutation rapide d'aujourd'hui, le secteur de l'éducation doit se concentrer sur deux lignes d'action complémentaires qui concernent les différents piliers et domaines de la Stratégie :

■ **Impulser un nouvel élan au développement du capital humain dans le contexte de la pandémie et dans un contexte de fragilité, de conflit et de violence exacerbés.**

Dans le contexte de la pandémie, il sera primordial de protéger les dépenses d'éducation. Il est tout aussi important de veiller à ce que les fonds soient déployés efficacement pour inverser les pertes d'apprentissage et les abandons scolaires. Les transferts monétaires et autres incitations financières en faveur des filles et d'autres groupes de population vulnérables apporteront une incitation essentielle à rester à l'école. L'investissement dans l'apprentissage à distance à faible coût et la formation des enseignants à l'utilisation de cette technologie peuvent contribuer à réduire au minimum les pertes d'apprentissage, à améliorer les compétences pédagogiques des enseignants et à donner au système éducatif une plus grande résilience aux chocs à venir. Par ailleurs, le contexte de niveaux élevés de conflit et de violence exige certaines mesures. Par exemple, il est indispensable que les écoles puissent fonctionner en toute sécurité, ce qui nécessite des mesures telles que des dispositifs d'alerte précoce et une protection de sécurité solide. Il est également essentiel que les cours puissent se poursuivre en cas de perturbations, ce qui nécessite des mesures telles que les écoles temporaires, les cercles d'apprentissage et l'apprentissage à distance). Il est essentiel d'élargir l'accès à l'enseignement secondaire, supérieur et professionnel ainsi que les opportunités d'emploi si l'on veut aider les jeunes à éviter de rejoindre les organisations extrémistes et de s'engager dans la violence. Dans l'enseignement supérieur, les études sur les conflits peuvent permettre d'approfondir la compréhension de la dynamique de la violence. Les programmes scolaires peuvent également intégrer des éléments visant à encourager un comportement pacifique chez les enfants et les jeunes.

■ **Reconstruire en mieux pour renforcer la résilience et l'impact du système.** À l'ère actuelle du changement climatique, le secteur de l'éducation doit contribuer aux



PHOTO PAR: © 2021 K.KYERE/SHUTTERSTOCK

efforts d'atténuation et d'adaptation. Les nouveaux emplois verts exigeront plus de compétences cognitives, ainsi qu'une expertise technique dans de nombreux domaines où la demande est en hausse (comme la gestion des catastrophes, la conservation de l'eau, et les technologies vertes, etc.). Des initiatives plus vastes sont nécessaires pour créer des programmes d'enseignement destinés à sensibiliser le public et les élèves dans les écoles au changement climatique et aux compétences de vie nécessaires pour l'adaptation et l'atténuation (par exemple, recyclage, récupération de l'eau, plantation d'arbres, habitudes de consommation, choix de moyens de transport, etc.). De plus, il est vital de former les enseignants à mettre en œuvre des protocoles d'évacuation en cas d'urgence. Les décisions relatives à la construction des écoles doivent viser à accroître la résilience aux chocs induits par le changement climatique en réduisant au minimum l'exposition à la chaleur, au vent, aux crues soudaines, à l'érosion des sols et à d'autres problèmes.



PHOTO PAR: © 2020 RICHARD JULLIART/SHUTTERSTOCK

■ **Reconstruire en mieux consiste également à tirer parti du potentiel des technologies éducatives.** Quatre interventions s'avèrent essentielles : (1) élargir l'application de la pédagogie structurée à l'aide d'outils numériques ; (2) mettre en place des écoles et des universités ouvertes avec des classes virtuelles, où l'ensemble ou une partie de l'apprentissage se fait à distance et en ligne ; (3) au niveau supérieur, doter tous les étudiants de compétences numériques, en mettant l'accent sur les compétences numériques avancées pour leur permettre de tirer pleinement parti des possibilités offertes par l'économie numérique ; (3) utiliser les technologies éducatives pour améliorer les systèmes d'information de gestion de l'éducation de façon à permettre la prise de décision fondée sur les données. Il sera par ailleurs nécessaire d'exploiter les innovations de pointe, notamment les chaînes de blocs pour suivre les dépenses d'éducation ; l'apprentissage automatique pour identifier les élèves en risque d'abandon et de les en protéger, en particulier les filles ; l'apprentissage adaptatif pour renforcer l'apprentissage par les élèves ; et la réalité virtuelle pour développer les compétences professionnelles.

■ **Renforcer les capacités managériales et techniques pour la mise en œuvre.** En premier lieu, les gouvernements devront renforcer les capacités managériales des directeurs d'école. Ces derniers doivent être en mesure de superviser les opérations quotidiennes, d'évaluer les besoins, de planifier de nouveaux programmes, de gérer les budgets, etc. Les gouvernements doivent également renforcer la capacité du personnel technique afin que celui-ci puisse assumer la responsabilité des services de base à l'échelle du système pour soutenir le travail des enseignants et des directeurs d'école. Dans l'éducation de base et secondaire, les services essentiels comprennent l'élaboration des programmes d'études, les examens et les évaluations des élèves, la formation des enseignants, et l'inspection et la supervision des écoles. Enfin, les gouvernements doivent accroître la capacité de gestion des finances publiques afin d'améliorer discipline et une plus grande efficacité dans l'allocation des fonds publics pour l'éducation et dans le suivi des flux et des dépenses budgétaires.

■ **Renforcer les systèmes de données sur l'éducation pour un processus décisionnel éclairé.** Le renforcement des systèmes d'information et la création d'une culture de décisions fondées sur les données peuvent contribuer à assurer une meilleure adéquation entre les ressources et les objectifs prioritaires. L'investissement dans la collecte et l'utilisation de données désagrégées (par écoles, enseignants et élèves) permet de mener des interventions ciblées et des réformes plus larges, améliorant ainsi

Renforcer les capacités de mise en œuvre et de S&E

Pour renforcer les capacités de mise en œuvre ainsi que de suivi et d'évaluation, le secteur de l'éducation doit donner la priorité à deux lignes d'intervention:



PHOTO PAR: © 2017 ANTON_IVANOV/SHUTTERSTOCK

l'efficacité et l'équité dans la prestation de services. L'utilisation de technologies géoréférencées peut également contribuer à systématiser les informations et à améliorer le processus décisionnel. De même, il est particulièrement important d'améliorer la capacité nationale à collecter et à utiliser des données d'évaluation de l'apprentissage ainsi qu'à suivre les résultats des diplômés sur le marché du travail.

Rôle de la Banque mondiale

Dans ses appuis aux pays, la Banque mondiale appliquera huit principes directeurs: (1) ne soutenir que les interventions fondées sur les enseignements tirés de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas ; (2) adapter les interventions

pour qu'elles se concentrent sur les défis et les résultats propres à chaque pays ; (3) donner la priorité aux interventions à fort impact et aux innovations prometteuses ; (4) accroître l'utilisation des instruments de financement axés sur les résultats ; (5) mettre en œuvre des approches et des solutions régionales ; (6) favoriser les interventions multi-sectorielles dans la conception des projets et travailler en collaboration avec les Pratiques mondiales hors éducation ; (7) utiliser une communication claire et efficace et s'engager avec les partenaires pour maximiser les synergies ; et (8) accroître la présence de la Banque mondiale sur le terrain pour permettre une collaboration étroite avec les clients pendant la mise en œuvre des projets et augmenter la réactivité du soutien. Dans l'ensemble, la Banque mondiale vise à adapter les opérations pour qu'elles présentent un degré élevé d'hétérogénéité entre les pays.